



TITRES NEGOCIABLES A COURT TERME

Programme non garanti

Negotiable European Commercial Paper (NEU CP) ¹UNEDIC

| DOCUMENTATION FINANCIERE | |
|--|---|
| Nom du programme | Unédic - NEU CP |
| Nom de l'émetteur | Unédic |
| Type de programme | NEU CP (Titres Négociables à Court Terme) |
| Plafond du programme | 10.000.000.000 EUR |
| Garant | Sans objet |
| Notation du programme | Noté P-1 par Moody's Investors Service Limited F1+ par Fitch Ratings |
| Arrangeur | Sans objet |
| Conseil à l'introduction | Sans objet |
| Conseil juridique | De Gaulle Fleurance et Associés |
| Agent(s) Domiciliaire(s) | BNP Paribas / BNP Paribas Securities Services |
| Agent(s) Placeur(s) | Les Agents Placeurs pourront notamment être désignés parmi : BNP Paribas, Crédit Agricole CIB, Société Générale, BRED Banque Populaire, HSBC France, Crédit Industriel et Commercial, Banque Fédérative du Crédit Mutuel, Natixis, Merrill Lynch International Ltd, HPC OTCex Group, Deutsche Bank AG, Unicredit Bank AG, RBS Plc, Tullett Prebon (Europe) Ltd. |
| Date de signature de la documentation financière | 13/08/2019 |
| Mise à jour par avenant | Sans objet. |

Documentation établie en application des articles L 213-1 A à L 213-4-1 du Code monétaire et financier
La Banque de France invite le lecteur à prendre connaissance des conditions générales d'utilisation des informations relatives aux titres de créances négociables :

<https://www.banque-france.fr/politique-monetaire/surveillance-et-developpement-des-financements-de-marche-marche-neu-cp-neu-mtn/le-marche-des-titres-negociables-court-et-moyen-terme-neu-cp-neu-mtn>

Un exemplaire du présent dossier est adressé à :

BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue Croix des Petits Champs - 75049 PARIS CEDEX 01

¹ Dénomination commerciale des titres définis à l'article D.213-1 du Code monétaire et financier.

TABLE DES MATIERES

| | Page |
|---|-------------|
| 1. DESCRIPTION DU PROGRAMME | 3 |
| 2. DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR | 7 |
| 3. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES | 27 |
| 4. ANNEXES | 28 |

| SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROGRAMME | |
|---|---|
| Articles D. 213-9, 1° et D. 213-11 du Code monétaire et financier et Article 6 de l'arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures | |
| 1.1 | Nom du programme |
| Unédic – NEU CP | |
| 1.2 | Type de programme |
| Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) | |
| 1.3 | Dénomination sociale de l'Émetteur |
| Unédic | |
| 1.4 | Type d'Émetteur |
| Association Loi 1901 | |
| 1.5 | Objet du programme |
| <p>Le produit net de l'émission des titres est destiné aux besoins de financement de l'activité de l'Émetteur, lequel doit veiller au service de la performance de l'Assurance chômage pour le bénéfice des salariés, des entreprises et des demandeurs d'emploi, en s'assurant de l'application par les opérateurs des règles et des dispositions décidées par les partenaires sociaux et en étroite coopération avec ces derniers, dans une perspective de gestion socialement responsable de l'Assurance chômage.</p> <p>L'activité de l'Émetteur est plus amplement décrite dans la section « Description de l'Émetteur » ci-dessous.</p> | |
| 1.6 | Plafond du programme |
| L'encours maximum du Programme de l'Émetteur s'élève à 10.000.000.000 euros ou la contre-valeur de ce montant en devises étrangères, conformément à la décision du Conseil d'Administration de l'Unédic du 26 juin 2019. | |
| 1.7 | Forme des titres |
| <p>Les Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) sont des titres de créances négociables au sens de l'article L. 213-1 du Code monétaire et financier et constituent des titres financiers au sens de l'article L. 211-1 du Code monétaire et financier.</p> <p>Les Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) sont émis sous forme de titres au porteur dématérialisés et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur.</p> | |
| 1.8 | Rémunération |
| <p>La rémunération des Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) est libre. Cependant, si l'Émetteur émet des Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) dont la rémunération est liée à un indice, ou à une clause d'indexation, l'Émetteur n'émettra que des Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) dont la rémunération est liée à un indice usuel du marché monétaire, tel que et restreint à : Euribor, Libor ou EONIA. L'Émetteur ne peut pas émettre de Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) avec paiements de capital qui peuvent potentiellement être variables. Dans le cas d'une émission comportant une option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat, les conditions de rémunération des Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de l'exercice de l'option de remboursement.</p> | |

| | |
|---|--|
| 1.9 | Devises d'émission |
| Euro ou toute autre devise autorisée par la réglementation française applicable au moment de l'émission conformément à l'article D. 213-6 du Code monétaire et financier. | |
| 1.10 | Maturité |
| <p>L'échéance des Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes la durée des émissions de ces titres ne peut être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles).</p> <p>Les Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France.</p> <p>Les Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l'échéance (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) évènement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et ou du détenteur).</p> <p>Les Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs options de rachat par l'Émetteur (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) évènement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et / ou du détenteur).</p> <p>L'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat de Titres Négociables à Court Terme (NEU CP), s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.</p> <p>En tout état de cause, la durée de tout Titre Négociable à Court Terme (NEU CP) assortie d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes options de remboursement anticipé, de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission du dit Titre Négociable à Court Terme.</p> | |
| 1.11 | Montant unitaire minimal des émissions |
| Le montant unitaire, déterminé au moment de chaque émission, sera au moins égal à 1.000.000 euros, ou la contre-valeur de ce montant en devises étrangères. | |
| 1.12 | Dénomination minimale des Titres |
| En vertu de la réglementation, le montant minimum légal des titres de créances négociables émis dans le cadre de ce programme doit être de 150 000 euros ou la contre-valeur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission. | |
| 1.13 | Rang |
| Optionnel ² | |
| 1.14 | Droit applicable au programme |
| <p>Les Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) sont émis dans le cadre de la législation française et sous soumis aux dispositions des articles L. 213-1 A à L. 213-4 et D. 213-1 A à D.213-4 du Code Monétaire et Financier.</p> <p>Tout litige, auquel les Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) émis dans le cadre du présent Programme pourra donner lieu, sera interprété au regard des règles de droit français et devra être porté devant les tribunaux compétents situés à Paris.</p> | |
| 1.15 | Admission des titres sur un marché réglementé |
| Sans objet. | |

² Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

| | |
|---|---|
| 1.16 | Système de règlement- livraison d'émission |
| Euroclear France | |
| 1.17 | Notation(s) du programme |
| Noté F1+par Fitch Ratings et P-1 par Moody's Investors Service Limited (Voir Annexe I) Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur. | |
| 1.18 | Garantie |
| Sans objet. Les Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) ne font l'objet d'aucune garantie de l'État français. | |
| 1.19 | Agent(s) Domiciliaire(s) |
| BNP Paribas / BNP Paribas Securities Services. | |
| 1.20 | Arrangeur |
| Sans objet | |
| 1.21 | Mode de placement envisagé |
| Les Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) seront souscrits et placés par des Agents Placeurs désignés à tout moment par l'Émetteur. A la date de la présente Documentation Financière, l'Émetteur a désigné les Agents Placeurs suivants : <ul style="list-style-type: none"> • BNP Paribas • Crédit Agricole CIB • Société Générale • BRED Banque Populaire • HSBC France • Crédit Industriel et Commercial • Banque Fédérative du Crédit Mutuel • Natixis • Merrill Lynch International Ltd • HPC OTCex Group • Deutsche Bank AG • Unicredit Bank AG • RBS Plc • Tullett Prebon (Europe) Ltd. L'Émetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur, assurer lui-même le placement, ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Émetteur. | |
| 1.22 | Restrictions à la vente |
| Optionnel. ³ | |

³ Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

| | |
|---|--|
| 1.23 | Taxation |
| <p>La présente Documentation Financière ne décrit pas le régime fiscal applicable aux Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) ni les éléments fiscaux à considérer pour prendre une décision d'acquérir, posséder ou céder ces titres. Les investisseurs ou bénéficiaires des Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) sont invités à consulter leur propre conseil fiscal sur les conséquences fiscales de toute acquisition, possession ou cession de ces titres au regard de leur propre situation.</p> | |
| 1.24 | Implication d'autorités nationales |
| <p>Banque de France.</p> | |
| 1.25 | Contact(s) |
| <p><u>Le Directeur Général</u></p> <p>Unédic 4, rue Traversière 75012 Paris, France Téléphone : 01 44 87 64 74 Email : investors@unedic.fr</p> <p><u>Le Responsable du programme</u></p> <p>Le Directeur Finances et Trésorerie Unédic 4, rue Traversière 75012 Paris, France Téléphone : 01 44 87 64 48 Email : investors@unedic.fr</p> | |
| 1.26 | Informations complémentaires relatives au programme |
| <p>Optionnel⁴</p> | |
| 1.27 | Langue de la Documentation Financière faisant foi |
| <p>Cette Documentation Financière a été rédigé en français. Une traduction indicative en anglais, mise à disposition par l'Emetteur, peut être proposée, toutefois seule la version française déposée auprès de la Banque de France fait foi.</p> | |

⁴ Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

SECTION 2 : DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR

Article D. 213-9, 2° du Code monétaire et financier et Article 7, 3° de l'arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures

2.1 Dénomination sociale de l'Émetteur

Unédic

2.2 Forme juridique, législation applicable à l'Émetteur et tribunaux compétents

2.2.1 Forme juridique et tribunaux compétents

L'Émetteur est une association de droit privé à but non lucratif constituée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

L'Émetteur est une association soumise au droit français et est assujettie à la compétence des tribunaux français.

2.2.2 Législation applicable

Législation régissant les activités de l'Émetteur

L'Émetteur est soumis au droit français et en particulier aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ainsi qu'aux dispositions du Code du travail et des conventions nationales visées ci-après relatives aux institutions d'assurance chômage et à l'assurance chômage. Ces conventions sont applicables à tous les employeurs du secteur privé.

L'Émetteur assure la mise en œuvre des textes relatifs à l'assurance chômage.

- Les conventions relatives aux institutions de l'assurance chômage

A la convention du 31 décembre 1958 succèdent la convention du 24 février 1984, puis celle du 22 mars 2001 relative aux institutions conclues pour une durée indéterminée, qui ont maintenu les institutions créées en 1958. La convention du 22 mars 2001 régit actuellement le fonctionnement interne de l'Émetteur, en complément de ses statuts.

- Les conventions d'assurance chômage

Depuis 1984, des conventions d'assurance chômage sont conclues pour une durée déterminée par les partenaires sociaux en fonction notamment de la situation financière de l'assurance chômage. Ces conventions sont ensuite agréées par les autorités nationales compétentes en matière d'emploi afin qu'elles s'appliquent obligatoirement à l'ensemble des employeurs et salariés du secteur privé. L'Émetteur est chargé de la mise en œuvre de ces conventions d'assurance chômage.

La dernière convention relative à l'indemnisation du chômage en date du 14 avril 2017, venant en remplacement de la précédente convention en date du 14 mai 2014, sera applicable, pour l'essentiel de ses dispositions, à partir du 1^{er} octobre 2017.

Conformité et prorogation de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014

La convention du 14 mai 2014 visait à (i) renforcer la sécurisation des salariés dans leur parcours entre emploi et chômage, pour lutter contre la précarité, (ii) à inciter plus fortement à la reprise d'emploi et, d'une manière générale, (iii) à simplifier les règles pour les rendre plus lisibles. Elle prévoyait notamment de nouvelles règles relatives aux droits rechargeables et au cumul salaire / allocation chômage.

Cette convention et le règlement qui y est annexé ont été agréés par arrêté du ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social, en date du 25 juin 2014⁵.

Par décision en date du 5 octobre 2015, le Conseil d'État a annulé trois dispositions du règlement général annexé à la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 relatives (i) aux modalités de récupération des trop-perçus, (ii) aux conséquences des périodes non déclarées et (iii) à la prise en

⁵ Journal Officiel de la République Française – JORF n° 0146 du 26 juin 2014.

compte des indemnités prud'homales dans le calcul du différé spécifique d'indemnisation.

L'annulation des deux premières mesures, n'impactant pas la convention d'assurance chômage, a pris effet immédiatement et les dispositions correspondantes ont été supprimées en ce qu'elles ne pouvaient légalement faire l'objet d'un agrément. En revanche, les dispositions relatives au différé d'indemnisation formant un tout indivisible avec les autres dispositions de la convention d'assurance chômage, le Conseil d'État a prononcé l'annulation totale de l'agrément de ladite convention, à partir du 1^{er} mars 2016, pour permettre de prendre les mesures permettant la continuité du dispositif d'assurance chômage.

Les partenaires sociaux se sont ainsi réunis le 18 décembre 2015 afin de mettre la convention du 14 mai 2014 en conformité avec la loi par voie d'avenant en vue d'un nouvel agrément de la convention. Cet avenant a été signé le 18 décembre 2015 et est entré en vigueur le 1^{er} mars 2016.

La convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 a été conclue pour une durée déterminée allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2016. Les mesures d'application du régime d'assurance chômage sont déterminées par décret en Conseil d'État en l'absence d'accord entre les partenaires sociaux sur les termes d'une nouvelle convention d'assurance chômage. En application de l'article L. 5422-20 du Code du travail et à défaut d'un tel accord entre les partenaires sociaux, les mesures d'application du régime d'assurance chômage ont été déterminées conformément aux termes du Décret n° 2016-869 du 29 juin 2016, auquel a été substitué le Décret n° 2016-8669 du 13 juillet 2016, relatif au régime d'assurance chômage des travailleurs involontairement privés d'emploi, qui prévoit la prorogation, dans leur version en vigueur au 30 juin 2016 et à l'exception des dispositions ou des stipulations qu'ils contiennent concernant leur durée d'application, de la convention du 14 mai 2014 et du règlement général annexé à ladite convention, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté portant agrément d'une nouvelle convention d'assurance chômage convenue entre les partenaires sociaux.

Adoption de la convention d'assurance chômage du 14 avril 2017

Une convention d'assurance chômage a été conclue le 14 avril 2017 par les partenaires sociaux. La convention d'assurance chômage du 14 avril 2017 a été agréée par arrêté du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social en date du 4 mai 2017⁶ en application notamment des dispositions des articles L.5422-20 à L.5422-23 du Code du travail. La convention et les textes annexés déterminent les mesures d'application du régime d'assurance chômage à compter du 1^{er} octobre 2017 pour une durée de 3 ans, jusqu'au 30 septembre 2020.

À cette convention se trouve annexé un règlement général précisant notamment les règles d'attribution des allocations, les mesures favorisant le retour à l'emploi et la sécurisation des parcours professionnels, les modalités des demandes d'allocations et d'aides, d'information du salarié privé d'emploi ainsi que celles relatives au recouvrement des contributions destinées à financer l'assurance chômage.

Les principales modifications apportées au régime d'assurance chômage par la convention du 14 avril 2017 concernaient notamment (i) le calcul de l'allocation chômage, qui est désormais basé sur le nombre de jours travaillés (quelle que soit la durée des contrats de travail, avec une prise en compte homogène des jours de travail nécessaires pour l'ouverture des droits), (ii) la modification de la durée maximale d'indemnisation pour les chômeurs de plus de 50 ans (échelonnée de 24 mois à 36 mois maximum pour les chômeurs de plus de 55 ans), (iii) le différé spécifique d'indemnisation en cas de versement d'indemnités supra-légales (ramené de 180 à 150 jours), (iv) la création d'une contribution exceptionnelle temporaire mise en place pour une durée maximale de 3 ans (soit jusqu'au 30 septembre 2020 au plus tard), dont le taux est de 0,05%, à la charge exclusive de l'employeur et (v) la suppression de la modulation actuelle des contributions patronales à l'assurance chômage pour les contrats à durée déterminée.

Ces modifications avaient pour objectif d'infléchir la trajectoire financière et d'améliorer la trésorerie de l'Unédic, en vue d'une possible réduction du recours à l'emprunt par l'Emetteur.

Le décret du 26 juillet 2019 abroge l'arrêté du 4 mai 2017 portant agrément de la convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage ainsi que les textes qui lui sont associés, à l'exception de l'avenant n°2 du 14 avril 2017 à la convention du 26 janvier 2015 relative au contrat de sécurisation professionnelle. Les dispositions du décret entrent en vigueur, pour la plupart d'entre elles, à compter du 1^{er} novembre 2019 et seront applicables jusqu'au 1^{er} novembre 2022.

⁶ Journal Officiel de la République Française – JORF n°0107 du 6 mai 2017

Adoption du Règlement d'assurance chômage par décret en date du 26 juillet 2019

Le 18 juin 2019, le gouvernement a présenté aux partenaires sociaux un projet de réforme du régime d'assurance chômage. Ce projet s'inscrivait dans le prolongement des ordonnances travail et de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ». Les partenaires sociaux n'étant pas parvenus à un accord dans le délai prévu, c'est au gouvernement qu'est revenu le soin de déterminer les mesures d'application du régime d'assurance chômage.

Le Règlement d'assurance chômage résulte ainsi du décret n°2019-797 du 26 juillet 2019 publié au JORF le 28 juillet 2019.

Les modifications apportées par le décret n°2019-797 du 26 juillet 2019 concernent notamment :

- (i) le mode de calcul de l'allocation chômage, qui ne sera plus basé sur le seul nombre de jours travaillés mais sur le revenu mensuel moyen du travail,
- (ii) la période de travail minimum pour bénéficier de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE), laquelle sera portée à 130 jours (ou 910 heures) au cours des 24 derniers mois qui précèdent la fin du contrat de travail pour les salariés âgés de moins de 53 ans à la date de la fin de leur contrat de travail (et au cours des 36 derniers mois pour les salariés âgés de 53 ans et plus)⁷,
- (iii) un ajustement du système de rechargement des droits, lequel sera subordonné à la condition que le salarié justifie d'une durée d'affiliation au régime d'assurance chômage d'au moins 130 jours travaillés (ou 910 heures travaillées) au titre d'une ou plusieurs activités exercées antérieurement à la date de fin de contrat⁸,
- (iv) la durée maximale d'indemnisation donnant lieu au versement de l'ARE, laquelle ne peut être ni inférieure à 182 jours calendaires, ni supérieure à 730 jours calendaires. Pour les chômeurs âgés d'au moins 53 ans et de moins de 55 ans à la date de fin de leur contrat de travail, cette limite est portée à 913 jours calendaires (et à 1 095 jours calendaires pour les chômeurs âgés d'au moins 55 ans),
- (v) la mise en place d'un principe de dégressivité de 30% (i.e coefficient de dégressivité de 0,7) des allocations chômage à compter du 183ème jour d'indemnisation pour les demandeurs d'emploi dont l'ancien salaire dépasse un certain montant de rémunération (4500 euros brut),
- (vi) l'instauration d'un système de bonus-malus en fonction du *taux de séparation* de l'employeur pour les entreprises de plus de 11 salariés dans les sept secteurs d'activité les plus consommateurs de contrats courts,
- (vii) l'ouverture du droit à l'ARE pour certains salariés démissionnaires et pour les travailleurs indépendants sous certaines conditions⁹,
- (viii) la mise en place de nouvelles mesures d'accompagnement des demandeurs d'emploi en situation de cumul ou en alternance emploi-chômage, et
- (ix) la réévaluation du taux de la contribution de l'Emetteur au financement de Pôle Emploi de 10% à 11% ».

⁷ Jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du Règlement d'assurance chômage, pour pouvoir toucher les allocations d'aide au retour à l'emploi (ARE) il fallait que le salarié involontairement privé de son emploi ait travaillé au moins 88 jours soit quatre mois au cours des 28 derniers mois dans la même entreprise ou bien chez des employeurs différents (ou 36 derniers mois pour les personnes âgées de 53 ans et plus à la date de fin du dernier contrat de travail).

⁸ Jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du Règlement d'assurance chômage, il suffisait d'avoir travaillé 150 heures pour recharger ses droits. Cette mesure entrera en application à compter du 1er novembre 2019.

⁹ Le décret n° 2019-796 du 26 juillet 2019 fixe les conditions d'accès à l'ARE pour les salariés démissionnaires et les travailleurs indépendants.

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|------|--|------|--|-------------|--------------------------------|-------------|---|------|--|------|--|
| 2.3 | Date de constitution | | | | | | | | | | | | |
| <p>L'Unédic a été instituée par une convention nationale interprofessionnelle du 31 décembre 1958 créant un régime national interprofessionnel d'Assurance Chômage, signée entre les organisations représentatives d'employeurs et de salariés au plan national et interprofessionnel.</p> <p>L'Émetteur a déposé ses statuts au bureau des associations de la Préfecture de police le 23 janvier 1959 et a commencé son activité le 5 février 1959. Par la suite, l'Émetteur a été immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris en date du 20 janvier 1994 pour une durée indéterminée.</p> <p>Histoire & évolution de l'Émetteur</p> <p>L'Émetteur est un organisme paritaire créé par l'accord national interprofessionnel du 31 décembre 1958 afin de gérer le régime d'assurance chômage. A cette époque, le champ d'application du régime d'assurance chômage était limité aux seules entreprises appartenant aux secteurs d'activité représentés au Conseil National du Patronat Français (CNPFF). Il a été progressivement étendu à l'ensemble des professions du secteur privé. Les grandes étapes de cette extension sont les suivantes :</p> <table border="0"> <tr> <td style="padding-right: 20px;">1959</td> <td>Intégration des branches de l'industrie et du commerce représentées au Conseil National du Patronat Français (CNPFF)</td> </tr> <tr> <td>1967</td> <td>Intégration de toutes les branches de l'industrie et du commerce et affiliation facultative des établissements publics de caractère industriel et commercial</td> </tr> <tr> <td>1974 - 1977</td> <td>Intégration du régime agricole</td> </tr> <tr> <td>1979 - 1980</td> <td>Intégration des gens de maison et des assistantes maternelles</td> </tr> <tr> <td>1987</td> <td>Adhésion facultative révocable des collectivités locales et des établissements publics administratifs, autres que ceux de l'État, pour le personnel non statutaire</td> </tr> <tr> <td>1999</td> <td>Adhésion facultative révocable des universités, des grandes écoles et des établissements publics à caractère scientifique et technologique</td> </tr> </table> | | 1959 | Intégration des branches de l'industrie et du commerce représentées au Conseil National du Patronat Français (CNPFF) | 1967 | Intégration de toutes les branches de l'industrie et du commerce et affiliation facultative des établissements publics de caractère industriel et commercial | 1974 - 1977 | Intégration du régime agricole | 1979 - 1980 | Intégration des gens de maison et des assistantes maternelles | 1987 | Adhésion facultative révocable des collectivités locales et des établissements publics administratifs, autres que ceux de l'État, pour le personnel non statutaire | 1999 | Adhésion facultative révocable des universités, des grandes écoles et des établissements publics à caractère scientifique et technologique |
| 1959 | Intégration des branches de l'industrie et du commerce représentées au Conseil National du Patronat Français (CNPFF) | | | | | | | | | | | | |
| 1967 | Intégration de toutes les branches de l'industrie et du commerce et affiliation facultative des établissements publics de caractère industriel et commercial | | | | | | | | | | | | |
| 1974 - 1977 | Intégration du régime agricole | | | | | | | | | | | | |
| 1979 - 1980 | Intégration des gens de maison et des assistantes maternelles | | | | | | | | | | | | |
| 1987 | Adhésion facultative révocable des collectivités locales et des établissements publics administratifs, autres que ceux de l'État, pour le personnel non statutaire | | | | | | | | | | | | |
| 1999 | Adhésion facultative révocable des universités, des grandes écoles et des établissements publics à caractère scientifique et technologique | | | | | | | | | | | | |
| 2.4 | Siège social et principal siège administratif (si différent) | | | | | | | | | | | | |
| <p>Les coordonnées du siège social de l'Émetteur sont les suivantes : 4 rue Traversière, 75012 Paris, France, tel : +33 (0)1 44 87 64 00, site Internet : www.unedic.org.</p> | | | | | | | | | | | | | |
| 2.5 | Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés | | | | | | | | | | | | |
| <p>L'Émetteur est immatriculé auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 775 671 878 RCS Paris.</p> <p>Code LEI (Legal Entity Identifier) : 969500V3L9W19NIA5E82</p> | | | | | | | | | | | | | |
| 2.6 | Objet social résumé | | | | | | | | | | | | |
| <p>Aux termes de l'article 2 de ses statuts en date du 31 janvier 2017, l'Émetteur a pour objet :</p> <ol style="list-style-type: none"> (1) de gérer ou de financer tout dispositif d'indemnisation de la privation involontaire d'emploi, de prévention de la perte d'emploi, de maintien dans l'emploi et de formation sur le plan national et plus généralement tout dispositif relatif à l'emploi ; (2) de procéder à toutes études et recherches dans le domaine de l'emploi sur le plan national et international ; (3) d'assurer les liaisons nécessaires avec les services publics, les organismes et les instances, notamment les instances paritaires régionales dont l'activité concerne l'emploi et de leur apporter, en tant que de besoin, sa collaboration ; (4) de communiquer aux instances paritaires régionales les orientations à prendre en compte pour l'application de la réglementation d'assurance chômage et mettre à leur disposition des informations et plus généralement tout élément utile à la réalisation de cette mission et au suivi des missions déléguées aux opérateurs de l'assurance chômage ; (5) de répondre aux sollicitations des instances paritaires régionales et y apporter, le cas échéant, les | | | | | | | | | | | | | |

suites nécessaires :

- (6) de prendre, dans le respect des dispositions de la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi, toutes initiatives de nature à favoriser le retour à l'emploi des travailleurs involontairement privés d'emploi ;
- (7) d'assurer, vis-à-vis de toute personnes n'ayant pas la qualité de membre, la défense des intérêts du régime d'assurance-chômage, devant toute juridiction ;
- (8) de s'assurer de la bonne application par tout membre du service public de l'emploi des dispositifs dont l'Unédic lui confie la mise en œuvre ;
- (9) de promouvoir la qualité des services offerts aux travailleurs involontairement privés d'emploi et aux entreprises ;
- (10) d'accéder à l'ensemble des informations nominatives recueillies par toute institution ou organisme à qui l'Unédic a confié un mandat ou une délégation et ce à des fins de gestion, de statistiques ou de contrôle ;
- (11) d'apporter son expertise, en particulier sur les domaines visés au présent article, aux autres membres du service public de l'emploi.
- (12) de gérer tout régime et tout fonds nécessaires à l'exécution des missions qui lui ont été ou lui seront dévolues par la loi, par décret, par accord des partenaires sociaux ou par convention avec tout autre organisme et dont elle s'engage à appliquer les réglementations. A cet effet, elle assure l'unité économique, juridique et sociale de chacun de ces dispositifs et des moyens mis en œuvre."

2.7

Renseignements relatifs à l'activité de l'Émetteur

En application de l'article L. 5427-1 du code du travail, l'Unédic gère les dispositifs conventionnels d'indemnisation des salariés involontairement privés d'emploi en France, c'est-à-dire (i) le régime paritaire d'Assurance Chômage, financé par les contributions des employeurs et des salariés, et (ii) les dispositifs spécifiques d'indemnisation ou de garantie (contrat de sécurisation professionnelle et assurance contre le risque de non-paiement des salaires pour le compte de l'association AGS).

L'Émetteur gère (i) le régime conventionnel et paritaire d'assurance chômage et (ii) d'autres dispositifs conventionnels.

(1) Le régime conventionnel de l'assurance chômage

- L'assurance chômage

Le régime d'assurance chômage mis en place par l'accord national interprofessionnel du 31 décembre 1958, est un régime conventionnel, dont les principes sont fixés par la loi. L'Émetteur gère paritairement les dispositifs conventionnels d'indemnisation des salariés involontairement privés d'emploi en France.

L'assurance chômage indemnise les salariés involontairement privés d'emploi qui satisfont à des conditions d'âge et d'une activité antérieure ayant donné lieu à versement de contributions d'assurance chômage. Les allocations d'assurance chômage sont calculées sur la base du salaire brut moyen des douze (12) derniers mois du salarié involontairement privé d'emploi. La durée de versement est déterminée en fonction de la durée de l'activité antérieure ayant donné lieu à affiliation au régime d'assurance chômage et l'âge du salarié privé d'emploi.

A l'origine, le régime d'assurance chômage ne concernait que les entreprises membres d'un syndicat professionnel. Toutefois, par étapes successives, il a été étendu à l'ensemble des entreprises du secteur privé et est devenu aujourd'hui un régime interprofessionnel. C'est un régime de base obligatoire : tous les employeurs du secteur privé doivent s'affilier à l'assurance chômage pour l'ensemble de leurs salariés¹⁰.

L'assurance chômage est financée par les contributions obligatoires des employeurs et des salariés au nom d'un principe de solidarité professionnelle. Ces contributions étaient recouvrées par Pôle emploi pour le compte de l'Émetteur. Depuis le 1er janvier 2011, le recouvrement des

¹⁰ Art. L. 5422-13 C. Trav.

contributions d'assurance chômage est essentiellement assuré pour le compte de l'Émetteur par l'Acoss et le réseau des Urssaf¹¹. Ces ressources sont gérées par l'Émetteur. Leur montant, fixé par les partenaires sociaux dans la convention du 14 avril 2017 relative à l'indemnisation du chômage, évolue en fonction des dépenses à couvrir.

Les contributions servent à financer les allocations versées aux salariés privés d'emploi ayant suffisamment contribué. En application de l'article L. 5422-24 du Code du travail, 10% de ces contributions sont versées à Pôle Emploi pour ses dépenses de fonctionnement et d'investissement et ses interventions en vue du reclassement des travailleurs privés d'emploi. Le décret du 26 juillet 2019 porte le taux de la contribution de l'Émetteur au financement de Pôle Emploi à 11%.

Le taux des contributions a été fixé par la convention du 14 avril 2017 à 6,40 % (réparti à raison de 4 % à la charge des employeurs et de 2,40 % à la charge des salariés), auquel s'ajoute pour la durée de la convention une contribution exceptionnelle de 0,05 % à la charge exclusive des employeurs. Pour l'année 2018, la contribution salariale (i.e. 2,40%) a été exonérée en deux temps à l'initiative du gouvernement : (i) 1.45% entre janvier et septembre (i.e. 0.95% de taux appelé au titre de la contribution salariale sur la période) puis (ii) en totalité à compter du 1er octobre 2018. La contribution salariale a été supprimée au 1er janvier 2019 comme indiqué ci-après. Le décret du 26 juillet 2019 fixe le taux des contributions à la charge de l'employeur mentionnées au 1° de l'article L. 5422-9 du Code du travail à 4,05%.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 a supprimé les contributions salariales à l'assurance chômage à compter du 1er janvier 2019, remplacées par une fraction de la « CSG activité ». L'Etat s'est engagé à ce que la part de « CSG activité » affectée à l'Unedic en substitution des contributions salariales soit équivalente à 2,40% de la masse salariale. Par ailleurs, la loi exonère certaines contributions patronales à compter d'octobre 2019¹²

Afin de sécuriser le financement de ces suppressions et réductions et d'assurer le financement de l'Émetteur, les membres du Bureau de l'Émetteur ont approuvé la conclusion des conventions suivantes :

- une convention avec l'Acoss et Pôle emploi pour encadrer le versement de la part de « CSG activité » en remplacement de contributions salariales, ainsi que le suivi des données sur la masse salariale, en date du 23 janvier 2019; et
- une convention avec l'Acoss, la Caisse centrale de la MSA (CCMSA) et Pôle emploi sur le financement des allègements généraux, en date du 23 janvier.

L'encadrement de la compensation financière de l'Etat relative aux exonérations spécifiques sur les contributions patronales d'assurance chômage a été formalisé aux termes d'une convention conclue le 30 mars 2019 avec les services ministériels compétents.

- Afin de permettre à Pôle emploi d'assurer la continuité des missions précédemment exercées par les institutions d'assurance chômage, deux conventions de service ont été conclues en date du 19 décembre 2008 entre l'Émetteur et Pôle emploi relatives au service de l'allocation d'assurance chômage et au recouvrement des contributions à titre transitoire.

Dans ce cadre, l'Émetteur prescrit, notamment à Pôle emploi, les règles relatives à l'indemnisation du chômage et met en œuvre la politique financière de l'assurance chômage définie par les partenaires sociaux. Pour ce faire, l'Émetteur élabore des prescriptions et diffuse notamment des circulaires, des instructions, des imprimés et des formulaires de fonctionnement nationaux. Il suit, en outre, le contentieux sur des questions de principe et gère les finances et la trésorerie du régime d'assurance chômage.

En vue de simplifier les démarches des employeurs dans le cadre du paiement des contributions d'assurance-chômage, en réduisant notamment le nombre de leurs déclarations et de leurs interlocuteurs, ces conventions de service ont par la suite été reprises dans le cadre d'une convention quadripartite en date du 17 décembre 2010 entre l'Émetteur, Pôle Emploi, l'AGS et l'Acoss et relative au recouvrement des contributions et cotisations dues par les employeurs. Les

¹¹ Le transfert de recouvrement pour le compte de l'assurance-chômage résulte des dispositions de la loi 2008-126 du 13 février 2008.

¹² Pour certains salariés dès le 1er janvier 2019.

missions de l'Émetteur telles qu'évoquées au paragraphe précédent sont reprises et détaillées au sein de cette nouvelle convention.

Cette convention détaille également les conditions en vertu desquelles Pôle Emploi et l'Acoss assurent le recouvrement, pour le compte de l'Émetteur, des contributions dues au titre du régime d'assurance-chômage et des cotisations dues au titre du régime de garantie des créances des salariés, ainsi que le service de l'allocation d'assurance aux demandeurs d'emploi.

- Le Contrat de sécurisation professionnelle

Dans le cadre de l'accord national interprofessionnel du 31 mai 2011 et de la loi n°2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels, les partenaires sociaux ont adopté la convention du 19 juillet 2011 relative au contrat de sécurisation professionnelle (CSP) (dont la durée avait été prorogée jusqu'au 31 décembre 2014), dispositif venant en remplacement de la convention de reclassement personnalisé et du contrat de transition professionnelle. Le CSP est destiné à assurer un accompagnement et une indemnisation spécifiques aux salariés licenciés pour motif économique en vue de favoriser un reclassement accéléré vers l'emploi.

Les partenaires sociaux ont décidé, dans le cadre de l'accord national interprofessionnel du 8 décembre 2014 conclu pour deux ans, de reconduire et d'aménager le dispositif de contrat de sécurisation professionnelle.

Le CSP est applicable aux procédures de licenciement pour motif économique engagées dans les entreprises qui ne sont pas soumises au dispositif du congé de reclassement (entreprises dont l'effectif tous établissements confondus est inférieur à 1000 salariés ou entreprises en redressement ou liquidation judiciaire sans condition d'effectif).

Les évolutions concernent notamment la réduction de l'allocation de sécurisation professionnelle, la création d'une prime au reclassement et la mise en place d'une logique de "CSP glissant" pour prendre en compte les périodes de travail ou encore l'élargissement des conditions de reprise d'emploi.

L'accord national interprofessionnel a été transposé dans une nouvelle convention relative au CSP en date du 26 janvier 2015, qui est entrée en vigueur le 1er février 2015. Les partenaires sociaux ont conclu le 31 mai 2018 un avenant (Avenant n°3) prévoyant une prolongation de la convention du 26 janvier 2015, qui continuera ainsi de produire ses effets jusqu'au 30 juin 2019.

(2) Les autres régimes

L'Émetteur remplit également d'autres missions pour le compte des tiers dans le cadre de conventions de gestion avec l'État et l'AGS (Association pour la Gestion du régime d'assurance des créanciers des Salariés).

- La convention Unédic-AGS

L'AGS, organisme patronal financé par les entreprises créé début 1974, assure le paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de redressement ou de liquidation judiciaire de l'entreprise. Une convention de gestion a été conclue entre l'AGS et l'Émetteur, qui est chargée du recouvrement des cotisations, de la mise à disposition des mandataires et administrateurs judiciaires des fonds nécessaires, de la récupération des sommes avancées et de la tenue de la comptabilité de ces opérations.

- La convention État-Unédic sur l'indemnisation du chômage partiel

Face aux difficultés économiques rencontrées par les entreprises, un dispositif alternatif au chômage partiel dit d'activité partielle à longue durée a été mis en place. Ce dispositif peut prévoir le versement, par voie de convention d'activité partielle, d'allocations complémentaires de chômage partiel aux salariés subissant une réduction d'activité en dessous de la durée légale ou conventionnelle du travail pendant une période de longue durée, avec des contreparties en matière de maintien dans l'emploi et de formation. Le financement conjoint de ces allocations est assuré par l'entreprise, l'État et le régime d'assurance chômage. Ce dernier participe au financement de ce dispositif à hauteur maximale de 150 millions € (montant auquel une enveloppe complémentaire de 80 millions € a été ajoutée pour l'année 2012) avec l'objectif d'éviter au maximum des licenciements économiques dont il aurait à assumer la charge. Au delà du 31 décembre 2012, l'activité partielle de longue durée a été financée par le solde de

| | |
|---------------|---|
| | <p>l'enveloppe antérieure. La participation de l'État s'ajoute à celle existant au titre de l'allocation spécifique de chômage partiel.</p> <p>Les rapports annuels des deux derniers exercices sont référencés en Annexe II.</p> |
| 2.8 | Capital |
| | La notion de capital n'est pas pertinente pour un émetteur tel que l'Unédic. |
| 2.8.1 | Montant du capital souscrit et entièrement libéré |
| | Sans objet |
| 2.8.2 | Montant du capital souscrit et non entièrement libéré |
| | Sans objet |
| 2.9 | Répartition du capital |
| | La notion de capital n'est pas pertinente pour un émetteur tel que l'Unédic constitué sous forme d'association Loi 1901. |
| 2.10 | Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'Émetteur sont négociés |
| | <p>L'Unédic émet des obligations cotées sur Euronext Paris dans le cadre d'un programme EMTN visé par l'Autorité des marchés financiers.</p> <p>L'information est disponible sur le site de l'Unédic à l'adresse suivante : https://www.unedic.org/investors</p> <p>Voir également page 35 du rapport financier 2018.</p> |
| 2.11 | Composition de la Direction |
| 2.11.1 | Description & composition des organes d'administration et de direction de l'Émetteur |
| | <p>L'Émetteur est une institution paritaire caractérisée par une égale représentation au sein de ses instances de gestion entre les représentants des organisations nationales représentatives d'employeurs et les représentants des organisations interprofessionnelles nationales représentatives des salariés. Il est administré par un Conseil d'administration et un Bureau. La Direction générale de l'Émetteur est assurée par un Directeur général.</p> <p>(A) Description des organes d'administration et de direction de l'Émetteur</p> <p>(1) Le Conseil d'administration</p> <p>Le Conseil d'administration comprend de façon paritaire un collège d'employeurs et un collège de salariés ayant chacun vingt-cinq (25) représentants.</p> <p>Le collège d'employeurs est composé du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), de la Confédération des PME (CPME) et de l'Union des entreprises de proximité (U2P).</p> <p>Le collège de salariés est composé de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), la Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC), la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC), la Confédération Générale du Travail (CGT) et la Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT-FO).</p> <p>Le Conseil d'administration a, pour les opérations se rattachant à l'objet social de l'Émetteur, les pouvoirs les plus étendus. Il peut, notamment, établir tous règlements intérieurs pour l'application des statuts de l'Émetteur, procéder aux modifications des statuts, appliquer ces statuts et règlements aux cas particuliers qui pourraient se présenter, gérer les ressources de l'association, ainsi que tout fond d'aide aux travailleurs privés d'emploi. Le Conseil</p> |

d'administration exerce ainsi, aux termes des statuts, les attributions habituellement dévolues aux assemblées générales de sociétés.

(2) Le Bureau

Le Bureau est constitué de façon paritaire d'un maximum de dix (10) membres choisis par le Conseil d'administration tous les deux (2) ans parmi ses membres. Il est présidé dans le cadre d'un mandat de deux (2) ans alternativement par un représentant des organisations nationales d'employeurs et un représentant des organisations nationales syndicales de salariés.

Le Président, et à défaut un deuxième ou un troisième Vice-président appartenant au même collège, assure le fonctionnement régulier de l'Émetteur, conformément aux statuts et à ses règlements. Il préside les réunions du Bureau et du Conseil d'administration, signe tous les actes, délibérations ou conventions, représente l'Émetteur en justice et dans les actes de la vie civile.

Le Bureau prend toutes les mesures nécessaires au bon fonctionnement administratif de l'Émetteur, veille à l'expédition des affaires courantes, exerce les délégations que peut lui confier le Conseil d'administration et nomme le Directeur général.

(3) Le Directeur général

Le Directeur général de l'Émetteur, nommé par le Bureau, est en charge du bon fonctionnement des services de l'Émetteur. Il exerce ses fonctions et représente l'Émetteur dans le cadre des délégations de pouvoirs qui lui sont confiées par le Bureau. Il conclut des conventions et accords collectifs du travail ayant vocation à s'appliquer à l'ensemble des personnels du régime et préside les réunions des instances représentatives du personnel.

(4) Le contrôleur d'État

Le contrôle de l'Émetteur est exercé par un contrôleur d'État qui siège au Conseil d'administration et au Bureau de l'Émetteur avec voix consultative.

(B) Composition des organes d'administration et de direction de l'Émetteur

(1) Conseil d'administration

- Collège employeurs composant le Conseil d'administration

MEDEF

Membres titulaires

M. Henri BEDIER
Mme Veronique BROUILLET
Mme Dominique DELCOURT
M. Michel FARDIN
Mme Monique FILLON
M. Jean-Pierre FINE
M. Michel GUILBAUD
M. Pierre MARIN
M. Pierre-Matthieu JOURDAN
M. Eric LE JAOUEN
Mme Martine MARANDEL
M. Thierry MICOR
M. François MIGAYROU
Mme Laurence D'ORGLANDES
M. Jacques VESSAUD
M. Adrien TEURKIA
Mme Elisabeth TOME-GERTHEINRICH

Membres suppléants

Mme Solange BERTRAND
M. Luc DE GARDELLES
M. Nicolas FLACH-MALASPINA
M. Bertrand FOUJOLS
M. Serge GRZYBOWSKI
M. Pierre-Marie HEBERT
Mme Corinne LELONG
M. Yannick PELLETIER

CPME

Membres titulaires

M. Alain AUBERT
M. Florian FAURE
M. Jean-Michel POTTIER
M. Georges TISSIE

Membres suppléants

M. Julien CORNY
Mme Valérie DEQUEN
M. Grégory GODDARD
M. Loys GUYONNET

Mme Stéphanie PAUZAT
Mme Anouk ULLERN

U2P

Membres titulaires

M. Michel CARNEJAC
M. Robert FARCY
M. Patrick LIEBUS

Membres suppléants

M. Pierre BURBAN
M. Yves DEVAUX

- Collège salariés composant le Conseil d'administration

CFDT

Membres titulaires

M. Thierry BAILLIEU
Mme Marylise LEON
Mme Patricia FERRAND
M. Jean-Luc MICHEL

Membres suppléants

Mme Géraldine CORNETTE
Mme Chantal RICHARD
Mme Isabelle ROUSSEAU
Mme Séverine GARANDEAU-
MARTIN

CFE – CGC

Membres titulaires

M. Didier DERNONCOURT
Mme Christine DIEBOLD
M. Jean-François FOUCARD
M. Paul HOUSMANN
M. Franck MIKULA

Membres suppléants

M. Philippe SCHAFER
M. Camille ALLEX
M. Michel DAVRIL

CFTC

Membres titulaires

M. Cyril CHABANIER
M. Eric COURPOTIN
Mme Jacqueline TEULIERES
Mme Maryse FOURCADE
M. Yves RAZZOLI

Membres suppléants

M. Claude GRATEAU
Mme Dominique BERNARD
Mme Noëlle BRISINGER

CGT

Membres titulaires

M. Bruno BOTHUA
Mme Kheira BOULOU
M. Denis GRAVOUIL
Mme Muriel WOLFERS
M. Philippe TIXIER

Membres suppléants

M. Rémi RIGAUD
Mme Fatiha CHALAL
Mme Claire LALANNE

FO

Membres titulaires

M. Michel BEAUGAS
Mme. Nathalie CAPART
M. Nicolas CARMi
Mme Françoise CHAZAUD

Membres suppléants

Mme Myriam BARNEL
M. Michel CAMERA
Mme Laure DOUCIN
M. Arnaud PICHOT

Mme Patricia FERRAND est la Présidente du Conseil d'Administration de l'Unédic.

M. Eric LE JAOUEN est 1^{er} Vice-Président du Conseil d'Administration de l'Unédic.

Les membres du Conseil d'administration de l'Émetteur peuvent être contactés au siège de l'Émetteur, 4 rue Traversière, 75012 Paris, France.

(2) Bureau

Mme Patricia FERRAND – CFDT
M. Eric LE JAOUEN – MEDEF

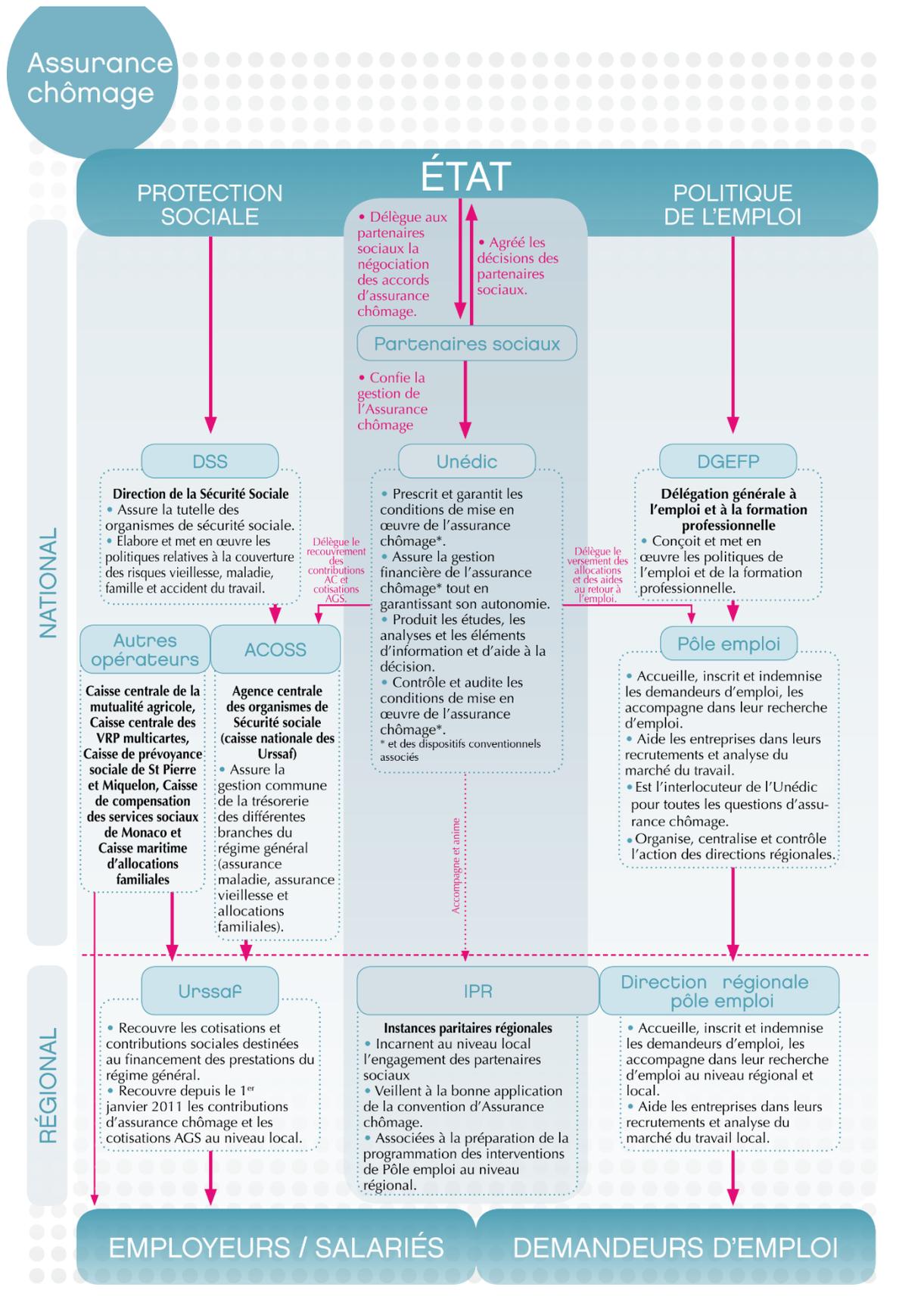
Présidente
1^{ère} Vice-Président

| | |
|---------------|---|
| | <p>M. Eric COURPOTIN – CFTC 2^{ème} Vice-Président M. Jean-Michel POTTIER – CPME 3^{ème} Vice-Président M. Patrick LIEBUS – U2P Trésorier M. Jean-François FOUCARD – CFE –CGC Trésorier - adjoint M. Michel BEAUGAS – FO Assesneur M. Denis GRAVOUIL – CGT Assesneur Mme Elisabeth TOME-GERTHEINRICHS – MEDEF Assesneur M. Hubert MONGON – MEDEF Assesneur</p> <p>(3) Direction Générale</p> <p>Monsieur Vincent DESTIVAL est Directeur Général de l'Émetteur depuis sa nomination par le Bureau de l'Émetteur intervenue le 21 juillet 2010, avec effet au 27 septembre 2010.</p> <p>Monsieur Vincent DESTIVAL quittera ses fonctions de Directeur Général de l'Émetteur le 11 septembre 2019.</p> <p>Monsieur Pierre CAVARD, l'actuel Directeur Etudes et Analyses de l'Émetteur, assumera les fonctions de Directeur Général <i>ad interim</i> de l'Émetteur jusqu'à la nomination par le Bureau d'un nouveau Directeur Général en remplacement de Monsieur Vincent DESTIVAL.</p> <p>Les membres du Bureau et de la Direction Générale de l'Émetteur peuvent être contactés au siège de l'Émetteur, 4 rue Traversière, 75012 Paris, France.</p> <p>(4) Contrôleur d'État</p> <p>Le contrôle de l'Émetteur est exercé par M. Laurent MOQUIN.</p> |
| 2.11.2 | <i>Rémunération globale des membres des organes de direction et de contrôle de l'Émetteur</i> |
| | <p>Les membres des organes de direction et de contrôle de l'Émetteur, et plus généralement les membres du Bureau et du Conseil d'administration, ne perçoivent pas de rémunération au titre de leurs fonctions au sein de l'Émetteur. Les organisations auxquelles ils appartiennent perçoivent une indemnité destinée à les défrayer des coûts engagés dans le cadre de l'exercice de leur mandat pour l'assurance chômage.</p> |
| 2.11.3 | <i>Mandats que les membres des organes de direction et de contrôle de l'Émetteur exercent dans d'autres entreprises</i> |
| | <p>A l'exception notamment de Monsieur Eric Le Jaouen, fondateur et dirigeant du cabinet de conseil en ressources humaines Ginkgo, la plupart des membres du Bureau exercent leurs activités principales au sein des organisations syndicales qu'ils représentent au sein des organes d'administration et de direction de l'Émetteur, dans le cadre conventionnel et selon les règles définies par les partenaires sociaux.</p> |
| 2.11.4 | <i>Conflits d'intérêts - conventions entre l'Émetteur et toute personne morale ayant des dirigeants communs avec l'Émetteur</i> |
| | <p>L'Émetteur n'a pas identifié de personne membre de ses organes d'administration et de direction qui pourrait se trouver en situation de conflit d'intérêts entre (i) ses devoirs à l'égard de l'Émetteur et (ii) ses intérêts privés notamment.</p> <p>Il est à noter que l'Émetteur s'est doté d'un règlement intérieur des contrats et marchés afin de prévenir tout conflit d'intérêt au sein notamment de ses organes d'administration et de direction. Ce règlement intérieur contient un certain nombre de préconisations et d'incompatibilités en matière de passation de contrats et de marchés par l'Émetteur.</p> <p>Les dépenses relevant des conventions relatives à la contribution financière de l'Émetteur aux organisations syndicales et patronales aux frais exposés par leurs collaborateurs dans le cadre de la gestion de l'assurance chômage ont fait l'objet d'une reconduction pour les dépenses relatives à l'année 2019 au cours de la réunion du Conseil d'administration du 15 février 2019.</p> <p>L'Émetteur n'a pas passé de contrat avec les sociétés/entreprises référencées au paragraphe ci-dessus.</p> |
| 2.11.5 | <i>Principaux actionnaires</i> |

| | |
|---|---|
| Néant | |
| 2.12 | Normes comptables utilisées pour les données consolidées (ou à défaut des données sociales) |
| <p>Normes comptables françaises.</p> <p>Les principes, règles et méthodes comptables de l'Émetteur sont plus amplement décrits dans le rapport financier de l'Émetteur.</p> | |
| 2.13 | Exercice comptable |
| <p>Son exercice social commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année civile.</p> | |
| 2.13.1 | Date de tenue de l'assemblée générale annuelle (ou son équivalent) ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé |
| <p>Décision du Conseil d'Administration du 26 juin 2019.</p> | |
| 2.14 | Exercice fiscal |
| <p>Son exercice social commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année civile.</p> | |
| 2.15 | Commissaires aux comptes de l'Émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur |
| 2.15.1 | Commissaires aux comptes |
| <p><u>Commissaire aux Comptes titulaires :</u></p> <p>FCN, 83/85, boulevard de Charonne - 75011 Paris N° RCS Paris B642024012</p> <p>Et</p> <p>Grant Thornton, 29 rue du Pont - 92200 Neuilly-sur-Seine N° RCS Nanterre 632 013 843.</p> <p>Le mandat du cabinet FCN a pris fin à la fin de l'exercice 2017 et a été renouvelé pour les exercices 2018 à 2023 lors du Conseil d'administration de l'Émetteur en date du 29 juin 2018.</p> <p>Le cabinet Grant Thornton a été nommé en tant que commissaire aux comptes titulaire, aux côtés de FCN, pour les exercices 2018 à 2023 lors du Conseil d'administration de l'Émetteur en date du 29 juin 2018. Le cabinet Grant Thornton a remplacé le cabinet Deloitte & Associés dont le mandat a pris fin à la fin de l'exercice 2017.</p> | |
| 2.15.2 | Rapports des commissaires aux comptes |
| <p>Les commissaires aux comptes de l'Émetteur ont vérifié, et rendu des rapports d'audit sur les comptes annuels de l'Émetteur pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2018.</p> <p>Ces rapports figurent aux pages 45 et 50 du rapport financier 2017 et aux pages 47 à 54 du rapport financier 2018, qui sont annexés à la présente Documentation Financière (voir Annexes).</p> <p>Ils peuvent être consultés à l'adresse suivante :</p> <p>https://www.unedic.org/investors</p> | |
| 2.16 | Autres programmes de l'Émetteur de même nature à l'étranger |
| <p>Il n'existe pas d'autre programme de l'Émetteur de même nature à l'étranger.</p> | |

| | |
|---|--|
| 2.17 | Notation de l'Émetteur |
| <p>L'Émetteur a fait l'objet d'une notation Aa2 (perspective positive) par Moody's Investors Service Limited depuis le 22 septembre 2015 et AA (perspective stable) par Fitch France S.A.S. depuis le 18 décembre 2014.</p> <p>Moody's Investors Service Limited et Fitch France S.A.S. sont établies dans l'Union Européenne et sont enregistrées conformément au Règlement (CE) n° 1060/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 16 septembre 2009, tel que modifié.</p> | |
| 2.18 | Information complémentaire sur l'Émetteur |
| 2.18.1 | Organigramme |

Place de l'Émetteur dans l'organisation du service public de l'emploi.



L'assurance chômage est un régime de protection dont les règles sont adoptées par les partenaires sociaux. La gestion de ces règles conventionnelles a été confiée à l'Émetteur.

L'Émetteur, organisme paritaire de gestion de l'assurance chômage, assure par ailleurs, pour le compte des partenaires sociaux, un rôle d'étude et d'expertise sur les sujets relatifs à l'emploi et au chômage. A cet effet, il fournit aux partenaires sociaux ou à ses instances gestionnaires les éléments d'analyse dont ils ont besoin pour élaborer leurs projets et conduire leurs travaux (production d'indicateurs, études, enquêtes, simulations, chiffrages, équilibre technique et évaluations, prospective dans le domaine de l'indemnisation, etc.).

(A) L'Émetteur et l'Acoss

Dans le cadre de la loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi, l'Acoss et le réseau des Urssaf se sont vus confier la responsabilité du recouvrement des cotisations et contributions d'assurance chômage pour le compte de l'Unédic et de l'AGS.

La phase de mise en œuvre a été entérinée par la convention quadripartite conclue entre l'Émetteur, Pôle emploi, l'AGS et l'Acoss en date du 17 décembre 2010, laquelle définit les modalités pratiques de recouvrement des contributions et cotisations pour le compte de l'Émetteur par l'Acoss et les organismes de la branche de recouvrement.

(B) L'Émetteur et Pôle emploi

La loi n°2008-126 du 13 février 2008 a organisé la fusion de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et le réseau opérationnel de l'assurance chômage (les Assédic et Garp) et a prévu la création d'un nouvel établissement public dénommé Pôle emploi. Cette nouvelle institution a été créée le 19 décembre 2008.

Pôle emploi est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il est chargé d'assurer, pour le compte de l'Émetteur, les missions du service public de l'emploi qui comprend le placement, l'indemnisation, l'insertion, la formation et l'accompagnement des demandeurs d'emploi. Conformément aux dispositions de l'article L. 5312-1 du Code du travail, les six (6) missions du Pôle emploi consistent à :

- (1) prospecter le marché du travail, développer une expertise sur l'évolution des emplois et des qualifications, procéder à la collecte des offres d'emploi, aider et conseiller les entreprises dans leur recrutement, assurer la mise en relation entre les offres et les demandes d'emploi et participer activement à la lutte contre les discriminations à l'embauche et pour l'égalité professionnelle ;
- (2) accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes qu'elles disposent ou non d'un emploi, à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel, prescrire toutes actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité, favoriser leur reclassement et leur promotion professionnelle, faciliter leur mobilité géographique et professionnelle et participer au parcours d'insertion sociale et professionnelle ;
- (3) procéder aux inscriptions sur la liste des demandeurs d'emploi, tenir celle-ci à jour et assurer à ce titre le contrôle de la recherche d'emploi ;
- (4) assurer pour le compte de l'Émetteur, le service de l'allocation d'assurance et pour le compte de l'État ou du Fonds de solidarité, le service des allocations de solidarité, de la prime au retour à l'emploi, de la prime forfaitaire ainsi que de toute autre allocation ou aide dont l'État lui confierait le versement par convention ;
- (5) recueillir, traiter, diffuser et mettre à la disposition des services de l'État et de l'Émetteur les données relatives au marché du travail et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi ; et
- (6) mettre en œuvre toutes les actions qui lui sont confiées par l'État, les collectivités territoriales et l'Émetteur en relation avec sa mission.

Le recouvrement des contributions a été assuré à titre transitoire par Pôle emploi et est désormais confié aux urssaf (voir ci-dessus).

L'Émetteur prescrit les règles relatives à l'indemnisation du chômage et aux aides éventuelles négociées par les partenaires sociaux. Ces prescriptions sont transmises à Pôle emploi en vue du versement, pour le compte de l'Émetteur, des allocations aux demandeurs d'emploi ayant été affiliés à l'assurance chômage.

L'Émetteur définit, précise et transmet également les prescriptions nécessaires au recouvrement des contributions des employeurs et des salariés et participe à la mise en œuvre d'autres dispositifs

conventionnels.

L'Émetteur s'assure de la conformité de la réalisation de ses prescriptions par Pôle emploi, en application de la convention tripartite pluriannuelle signée entre l'Unédic, l'État et Pôle emploi le 18 décembre 2014 (faisant suite à la première convention tripartite en date du 11 janvier 2012)¹³

Les discussions relatives à la conclusion d'une nouvelle convention tripartite sont en cours afin de permettre à l'État et l'Émetteur de définir les orientations stratégiques de Pôle emploi pour les prochaines années.

Par ailleurs, l'Émetteur est le principal contributeur du budget de Pôle emploi avec un financement à hauteur de 10% des contributions perçues (d'environ 3,30 milliards en 2016, 3,35 milliards en 2017 et 3,419 milliards en 2018)¹⁴.

Les membres du Bureau de l'Émetteur ont donné leur approbation, lors de la séance du Bureau en date du 20 décembre 2018, sur le projet de convention annuelle de trésorerie entre l'Émetteur et Pôle emploi. Cette convention définit le montant et les modalités de versement de la participation de l'Émetteur au budget de Pôle emploi pour 2019. Il est anticipé que la contribution s'élève à 3,5 milliards d'euros en 2019, soit 103 millions d'euros de plus par rapport à 2018. Cette dotation correspond à 10% des contributions collectées, conformément à la loi du 13 février 2008 sur la réforme de l'organisation du service public de l'emploi.

(C) L'Émetteur et les instances paritaires régionales

L'article L. 5312-10 du Code du travail, dans sa rédaction issue de la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi, instaure des instances paritaires régionales au sein des directions régionales de Pôle emploi. Ces instances ont pour mission de :

- (1) rendre un avis sur la programmation des interventions de Pôle emploi au niveau territorial ;
et
- (2) veiller à l'application de la convention d'assurance chômage.

La convention pluriannuelle prévue à l'article L. 5312-3 du Code du travail, signée entre l'État, l'Unédic et Pôle emploi le 18 décembre 2014 prévoit que, dans le cadre de leur rôle de veille de la bonne application de la convention d'assurance chômage, les instances paritaires régionales peuvent exercer un rôle d'alerte auprès de l'Émetteur. Par ailleurs, les instances paritaires régionales pourront s'adresser aux services de l'Unédic " en cas de difficultés d'interprétation de la réglementation de l'assurance chômage et de ses accords d'application ".

Considérées comme la déclinaison territoriale des partenaires sociaux gestionnaires de l'assurance chômage, les instances paritaires régionales se sont vues préciser leurs missions par la convention du 19 février 2009, la convention du 6 mai 2011 et la convention du 14 mai 2014 (telle que modifiée) relatives à l'indemnisation du chômage et leurs textes d'application. Elles se substituent ainsi, en partie, aux commissions paritaires et aux bureaux des Assédic.

L'Émetteur coordonne l'action des instances paritaires régionales et les accompagne dans l'exercice de leur mission.

Filiales de l'Émetteur

L'Émetteur ne détient aucune filiale.

2.18.2

Evènements récents propres à l'Émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de la solvabilité

L'emploi affilié à l'Assurance chômage a progressé de +0,9% en 2018, représentant + 178.000 emplois en glissement annuel à fin décembre, après une progression en 2017 (+ 330.000 emplois, soit +1,7%) et en 2016 (+172.000 emplois, soit +0,9%). En parallèle, le nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage s'est stabilisé en 2018 après une progression de +0,5% en 2017 et + 2,6% en 2016. Chaque mois environ 2,75 millions de demandeurs d'emploi en moyenne étaient indemnisés par l'Assurance chômage en 2018 (données

¹³ Art L. 5312-3 C.Trav.

¹⁴ Art. L. 5312-7 et L. 5422-24 C. Trav.

CVS, France entière).

La progression de la masse salariale, combinée à une faible augmentation du nombre de demandeurs d'emploi indemnisés et la diminution des versements d'allocations corrélative ont réduit le déficit de l'Assurance chômage à 2,7 milliards d'euros en 2018 (contre 3,4 milliards d'euros en 2017):

- Les charges d'allocations ont augmenté de 1,18 % en un an :
 - + 2,22 % pour l'Allocation d'aide au retour à l'emploi – ARE
 - une baisse de 10,25 % pour les autres allocations
- Le produit des contributions principales a progressé de 3,8 % principalement sous l'effet de la hausse de la masse salariale affiliée en 2018 (+3,5 %) et de l'effet en année pleine de la contribution exceptionnelle de 0,05% (288 millions d'euros).

L'écart entre les contributions, les allocations et les autres charges techniques (hors contribution de Pôle Emploi) est équilibré pour 2018. Après prise en compte de la contribution de l'Assurance chômage au fonctionnement de Pôle Emploi (3,419 milliards d'euros), l'évolution des charges de gestion technique s'établit à +1,1% entre 2017 et 2018. Le résultat de gestion technique reste déficitaire pour l'exercice 2018, à 2,271 milliards d'euros, en amélioration comparativement au déficit de 2017, à savoir 3,075 milliards d'euros.

Notation de l'Émetteur

L'Émetteur fait l'objet d'une notation Aa2 (perspective positive) par Moody's Investors Service Limited et AA (perspective stable) par Fitch France S.A.S. Il est précisé que les agences de notation Fitch France S.A.S et Moody's Investors Service Limited ont dégradé la notation de l'Émetteur, respectivement le 18 décembre 2014 et le 22 décembre 2015 à l'instar de la dégradation de la note souveraine de la France décidée par ces agences. Les notes à court terme P 1 (délivrée par Moody's Investors Service Limited) et F1+ (délivrée par Fitch France S.A.S.) sont restées inchangées.

2.18.3 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'Émetteur

Date des dernières informations financières

Le dernier exercice clos de l'Émetteur pour lequel les comptes annuels ont été audités par les commissaires aux comptes est celui clos au 31 décembre 2018.

Montant des fonds propres non susceptibles de reprise à la clôture du dernier exercice

Le montant des fonds propres non susceptibles de reprise à la clôture du dernier exercice de l'Émetteur se compose exclusivement de son report à nouveau global négatif à hauteur de 32,57 milliards d'euros au 31 décembre 2018.

Montant total et ventilation par échéance des engagements de l'Émetteur

Exigibilité au 31 décembre 2018 sur solde des dettes et provisions au 31 décembre 2018
(en millions d'euros)

| (en millions d'euros) | Charges courantes considérées exigibles à moins d'un an | Exigibilité entre 1 et 5 ans | Exigibilité supérieure à 5 ans | TOTAL |
|--|---|------------------------------|--------------------------------|---------------|
| Provisions pour risques | 98 | 2 | 15 | 115 |
| Dettes | 12 585 | 15 001 | 16 750 | 44 336 |
| Emprunts obligataires | 2 340 | 10 650 | 16 750 | 29 740 |
| Emprunts établissements de crédit et financement | 5 677 | 4 351 | | 10 028 |

| | | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Concours bancaires courants | - | | - | - |
| Dettes financières diverses | 5 | | | 5 |
| Affiliés comptes créditeurs non affectés | 129 | | | 129 |
| Dettes allocataires & comptes rattachés | 2 970 | | | 2 970 |
| Dettes fiscales et sociales | 71 | | | 71 |
| Dettes fournisseurs & comptes rattachés | 8 | | | 8 |
| Autres dettes | 1 385 | | | 1 385 |
| | | | | |
| Produits constatés d'avance | 119 | | | 119 |
| | | | | |
| Total Dettes et produits constatés d'avance | 12 704 | 15 001 | 16 750 | 44 455 |
| | | | | |
| TOTAL | 12 802 | 15 003 | 16 765 | 44 570 |

La masse des prestations restant à verser par l'Assurance chômage aux allocataires indemnisés inscrits à la clôture de l'exercice 2018 a été évaluée par la Direction des Etudes et Analyses de l'Unédic à **27, 723 milliards d'euros**. Ce montant ne prend pas en compte les allocations à verser aux bénéficiaires d'un maintien d'indemnisation jusqu'à leur retraite.

Les prestations restant à verser par l'Assurance chômage aux allocataires bénéficiant d'un maintien d'indemnisation concernent les allocataires demandeurs d'emploi qui peuvent, sous certaines conditions, percevoir leurs indemnités jusqu'à l'âge de la retraite. La masse des prestations restant à verser à ces allocataires inscrits à la clôture de l'exercice 2018 a été évaluée par la Direction des Etudes et Analyses de l'Unédic à 636 millions d'euros.

Sûretés accordées aux titres précédemment émis par l'Émetteur

Aucune émission de titres de créance non encore remboursée à la date de la présente Documentation Financière ne bénéficie de sûreté d'aucune sorte, étant précisé que l'ensemble des émissions obligataires réalisées depuis 2012 bénéficient de la garantie de l'État.

Éléments significatifs extraits des comptes provisoires de l'Émetteur

L'Émetteur n'établit pas de comptes provisoires.

Changement significatif de la situation financière ou commerciale de l'Émetteur

Il n'y a pas eu de changement dans la situation financière ou commerciale de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2018 qui soit significatif dans le cadre de l'Émission des Titres, étant cependant rappelé que l'Émetteur est, en France, une institution unique chargée de gérer l'assurance chômage. En conséquence, l'Émetteur est en permanence affecté par les tendances macro-économiques nationales, voire internationales. L'Émetteur est directement affecté par les perspectives affectant l'économie française en général. Depuis le 31 décembre 2018 (date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés), les tendances affectant l'Émetteur consistent :

- en la diminution du taux de chômage à 8,8% à fin 2018, soit son plus bas niveau depuis 2008 (données INSEE, France entière) et la diminution du nombre de demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi de -44.000 personnes ;
- en un niveau du taux de croissance de +1,7% en France en 2018 contre 2,3% en 2017 (données INSEE), et donc une bonne progression du montant des contributions versées à l'Émetteur ;
- en un financement des besoins complémentaires induits par cette évolution, ce qui a nécessité :
 - (i) le maintien du programme de titres pour le service de l'emploi de l'Émetteur – Euro Medium Term Note (dont le détail des utilisations au 31 décembre 2018 figure ci-après), étant précisé que lors de sa séance du 15 février 2019, le Conseil d'administration de l'Émetteur a abaissé le plafond de ce programme à un montant de 34 milliards d'euros ; et
 - (ii) le maintien du Programme de Titres Négociables à Moyen Terme (NEU MTN) de l'Émetteur

| | |
|---------------|--|
| | (dont le détail des utilisations au 31 décembre 2018 figure ci-après), étant précisé que le Conseil d'administration de l'Émetteur a, dans sa séance du 26 juin 2019, confirmé le plafond de ce programme à un montant de 10 milliards d'euros ; |
| | (iii) des emprunts émis dans le cadre du Programme (cf. paragraphe « Contrats importants »). |
| 2.18.4 | Contrats importants |
| | <p>Les contrats importants (autres que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires) auxquels est actuellement partie l'Émetteur pouvant conférer à l'Émetteur un droit ou une obligation ayant une incidence importante sur la capacité de l'Émetteur à remplir les obligations que lui imposent la présente Documentation Financière sont les suivants :</p> <p><u>Programme EMTN d'émission de titres pour le service de l'emploi</u></p> <p>L'Émetteur dispose d'un programme d'émission de titres (<i>Euro Medium Term Notes</i>) dont la limite d'encours est actuellement fixée à 34 milliards d'euros. Le produit net de l'émission des titres est destiné aux besoins de financement de l'activité de l'Émetteur, lequel doit veiller au service de la performance de l'Assurance chômage pour le bénéfice des salariés, des entreprises et des demandeurs d'emploi, en s'assurant de l'application par les opérateurs des règles et des dispositions décidées par les partenaires sociaux et en étroite coopération avec ces derniers, dans une perspective de gestion socialement responsable de l'Assurance chômage. L'encours nominal du programme EMTN de l'Émetteur s'élève à 29,500 milliards d'euros au 31 décembre 2018.</p> <p><u>Conventions d'ouverture de crédit</u></p> <p>Il n'existe aucune ouverture de crédit en cours.</p> <p><u>Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) (anciennement billets de trésorerie)</u></p> <p>L'encours du Programme de Titres Négociables à Court Terme (NEU CP) s'élève à 3,010 milliards d'euros au 31 décembre 2017 et 4,18 milliards d'euros au 31 décembre 2018.</p> <p><u>Titres Négociables à Moyen Terme (NEU MTN) (anciennement dénommés Bons à Moyen Terme Négociables)</u></p> <p>L'Émetteur dispose d'un programme de Titres Négociables à Moyen Terme (NEU MTN) (anciennement dénommés Bons à Moyen Terme Négociables - BMTN) dont la limite d'encours est actuellement fixée à 10 milliards d'euros. L'émission de tels titres de créance négociables dont la maturité est légalement au minimum d'une année, est destinée à couvrir la partie de la courbe des taux d'intérêt sur laquelle l'Émetteur ne se positionne pas par l'intermédiaire de ses programmes EMTN et Titres Négociables à Court Terme (NEU CP).</p> <p>L'encours du programme de Titres Négociables à Moyen Terme (NEU MTN) de l'Émetteur s'élève à 5,85 milliards d'euros au 31 décembre 2018. Il bénéficie aujourd'hui des notes Aa2 (Moody's Investors Service Limited) et AA (Fitch France S.A.S.).</p> |
| 2.18.5 | Informations sur les tendances |
| | <p>Sous réserve des informations figurant dans la présente Documentation Financière, aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2018.</p> <p>Sous réserve des informations figurant dans la présente Documentation Financière, il n'y eu aucun changement significatif de la situation financière de l'Émetteur survenu depuis le 31 décembre 2018.</p> |
| 2.18.6 | Procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage |
| | Dans les douze (12) mois précédant la date de la présente Documentation Financière, l'Émetteur n'est et n'a été impliqué dans aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage et n'a connaissance d'aucune procédure similaire en suspens ou dont il est menacé qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur sa situation financière, sa rentabilité ou sur son activité. |
| 2.18.7 | Documents accessibles au public |
| | Aussi longtemps que des Titres seront en circulation dans le cadre du présent Programme, des copies des |

documents suivants seront disponibles, sans frais, dès leur publication, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, un quelconque jour de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) au siège social de l'Agent Domiciliaire :

- (i) une copie des statuts de l'Émetteur,
- (ii) les états financiers audités de l'Émetteur pour les exercices clos les 31 décembre 2016, 2017 et 2018,
- (iii) une copie de la présente Documentation Financière et de tout avenant
- (iv) une copie du Prospectus de Base, de tous suppléments au Prospectus de Base, ainsi que de tout nouveau Prospectus de Base,
- (v) toutes Conditions Définitives relatives à des Titres admis aux négociations sur Euronext Paris ou sur tout autre Marché Réglementé, et
- (vi) tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'Émetteur dont une quelconque partie serait incluse ou à laquelle il serait fait référence dans le Prospectus de Base.

| SECTION 3 : CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES | | |
|---|--|---|
| Article D. 213-9, 4° du Code monétaire et financier et les réglementations postérieures | | |
| 3.1 | Personne responsable de la documentation financière portant sur le programme de Titres Négociables à Court (NEU CP) Terme de 10 milliards d'euros au nom de l'Unédic | Le Directeur Général Unédic |
| 3.2 | Déclaration de la personne responsable de la documentation financière portant sur le programme de Titres Négociables à Court Terme (NEU-CP) de 10 milliards d'euros au nom de l'Unédic | A ma connaissance, l'information donnée par l'Emetteur dans la Documentation Financière, est exacte, précise et ne comporte pas d'omissions de nature à en altérer la portée ni d'indications fausses ou de nature à induire en erreur. |
| 3.3 | Date, Lieu et signature | Paris, le 13/08/2019 Unédic 4, rue Traversière 75012 PARIS Monsieur Vincent DESTIVAL Directeur Général <i>Représenté par Monsieur Pierre Cavard</i> <i>Directeur des études et analyses</i> |

| ANNEXES | | |
|-------------------|---|---|
| Annexe I | Notation du programme | <p>Fitch Ratings La notation de Fitch Rating à ce programme peut être vérifiée à l'adresse suivante : https://www.fitchratings.com/gws/en/esp/issr/88233466</p> <p>Moody's Investors Service Limited La notation de Moody's Investors Service Limited à ce programme peut être vérifiée à l'adresse suivante : https://www.moodys.com/credit-ratings/UNEDIC-credit-rating-600012665</p> |
| Annexe II | Documents présentés à l'assemblée générale annuelle des actionnaires ou de l'organe qui en tient lieu¹⁵ | <p>Rapports financiers 2017 et 2018 comprenant les comptes annuels des exercices 2017 et 2018 ainsi que les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes desdits exercices</p> <p>Les rapports financiers 2017 et 2018 de l'Émetteur ainsi que l'ensemble des documents mis à la disposition des investisseurs sont disponibles sur le site de l'Unédic à l'adresse suivante :</p> <p>Pour le rapport financier 2018 : https://www.unedic.org/publications/rapport-financier-2018</p> <p>Pour le rapport financier 2017 : https://www.unedic.org/sites/default/files/2018-07/Rapport%20financier%202017_1.pdf</p> |
| Annexe III | Avenant daté sous format électronique et papier (signé) | Sans objet |

¹⁵ Les informations financières annexes de l'émetteur exposées à l'article D. 213-9 du Code monétaire et financier sont tenues à la disposition de toute personne qui en ferait la demande, conformément aux articles D. 213-9 du Code monétaire et financier et L.232-23 du Code de commerce.